

## **Après la réunion de Divion**

**Environ 200 personnes.**

**Tout d'abord féliciter le collectif gaz houille 62 qui a mobilisé dans le secteur. Ce qui a donné de l'animation lors de la réunion. Ensuite, des militant.es de différentes organisations ont fait le déplacement ; de la région lensoise, de l'arrageois, de l'avesnois. Ces secteurs sont concernés par le gaz de couche. Cela prouve que ce problème de notre région fait partie des combats que l'on ne doit pas perdre.**

**En tout cas, bravo à celles et ceux qui sont venus. Cela ne peut que renforcer les associations qui se battent sur ce terrain.**

**Une impression à propos du débat. Il n'y a eu aucune intervention dans la salle demandant l'exploitation du gaz de couche. Les UMP, PC et entreprises devraient se poser des questions (mais c'est certainement le dernier de leurs éventuels soucis). Les questions ont été pertinentes et ont obligé les intervenants pro-gaz de couche ou à éluder ou à mentir ; certaines questions ont nettement perturbé les pro-gaz. Cela veut dire que l'on est dans le vrai.**

**Bien sûr, avec un "meneur de débat" pour le moins peu impartial, il n'a pas toujours été facile de répondre du côté des associations. Mais l'important est que de nombreuses questions importantes ont été posées.**

**Le combat ne fait que commencer véritablement. Il prend forme. Il va continuer avec des réunions publiques :**

- Mardi 4 mars à Liévin**
- Vendredi 14 mars à Houdain**

**Par ailleurs, il faut préparer le rendez-vous à La Croix de Grés à Divion, le dimanche 13 avril : cette manifestation sera un moment important de notre lutte.**

**Il est temps d'inverser notre analyse : il ne faut pas oublier que notre combat n'est pas un combat contre mais un combat pour : pour l'environnement, pour la démocratie, pour ... Les pollueurs sont celles et ceux qui veulent encore défigurer notre région et ses habitant.es ; pour différentes raisons : le fric, le pouvoir ... Il n'est pas nécessaire de les nommer : chacun.e les connaît.**

## Commentaire N° 2

Je suis allé, en mon nom propre, même si on m'associe encore au groupe EELV Artois, à la réunion publique sur le gaz de houille qui avait lieu ce 27 février à 18h30 à la salle des fêtes de Divion. J'y ai retrouvé mon ami Frédéric, Lisette Sudic, et un groupe de militants représentatifs des communes du haut Artois, Béthune, Bruay-Labuissière, Houdain, Divion, Auchel, etc.

Le débat était organisé par la mairie de Divion et animé par Thomas Boulard (futur maire ?), étaient présentes les entreprises de forage et d'exploitation, la mairesse de Divion Danièle Seux, deux conseillers régionaux et présidents de la commission d'enquête régionale Bertrand Péricaud et André Flajolet, Emmanuel Caux était également dans la salle en tant que CR et ex-participant à la commission, ainsi que plusieurs représentants des collectifs Houille houille houille et gaz-houille 62, Christine Poilly, Pierre Rose entre autres.

Toutes les chaises de la salle (à vue de nez **plus de 500 places**) étaient prises, nombre de personnes se sont tenues debout à l'arrière jusqu'à la fin, vers 22h30 (4h de réunion au lieu d'une...). Beaucoup de personnes (~50) déjà sensibilisées à l'écologie se sont déplacées, appartenant à différents mouvements et collectifs. La majorité était composée de riverains inquiets, propriétaires, parents...

Parmi la population je voudrais souligner la présence importante de personnes renseignées et posant des questions sensées, percutantes, déstabilisantes, **professeurs, anciens mineurs, médecins, historiens, simple citoyens** conscients de l'état désastreux de la région en terme de pollution et de santé.

Ainsi, deux anciens mineurs ont parlé de leur participation aux travaux au fond qui permettent actuellement l'exploitation du gaz de mine, de l'**extrême difficulté de la maîtrise de la ressource** (poches d'eau à TRÈS haute pression, de gaz difficile à contrôler tant la **molécule est fine qu'elle passe sans problème à travers le béton**) et des efforts qu'il a fallu déployer. Un historien a cité les ingénieurs des houillères qui écrivaient qu'il fallait **absolument cesser l'exploitation du charbon et du gaz à cause du**

**principe de précaution**, et ce, il y a plus de trente ans ! Le **facteur santé** a été abordé, et ne rassure pas du tout les médecins. Une personne a interrogé les élus sur la possibilité d'**inclure les collectifs dans la décision**, plutôt que d'écouter **les entreprises dont le but est le profit**. D'autres sur la **proximité des forages et des habitations qui est de 300 m**. alors qu'en Australie le minimum est de 2000 m. Un autre a demandé d'approfondir le **retour d'expérience**, c'est à dire les erreurs commises et ce qui avait été fait pour y remédier, sans avoir de réponse claire.

Nous avons appris lors de la présentation d'introduction le **nombre d'emplois espérés (~400)**, et que le **prix du gaz ne serait pas impacté** (aucun gain pour les consommateurs).

Ce powerpoint avait semble-t-il été réalisé par le personnel de mairie, qui a été "formé" depuis quelques temps déjà. Au lieu d'être explicatif, la vitesse de défilement était telle qu'il était **impossible qu'une personne non renseignée puisse comprendre quoi que ce soit**. A noter aussi qu'elle contenait pas mal d'erreurs techniques et d'approximations.

EGL et Gazonor, respectivement sondeur et exploitant, ont tenté de rassurer avec une parole déroutante et souvent **contradictoire**. Leur présentation a insisté sur leur longue expérience, avec l'**exemple de l'exploration en Lorraine** qui était, dans leur bouche, extrêmement positif, non seulement au niveau technique mais au niveau de l'implication des citoyens et des écologistes ! Les collectifs leur ont rappelé les **problèmes techniques** qui ont été signalés par la DREAL (et cachés par EGL).

Ils se sont largement contredit par la suite en expliquant que la France avait tout à faire dans ce domaine, et qu'ils étaient dans la **phase d'expérimentation**, obligés de faire venir des **ouvriers spécialisés de Pologne** (je vous laisse apprécier...), qu'il n'y avait **pas d'école de sondeur**, qu'ils apprenaient de leurs erreurs, que l'exploration par ici avait pour but de savoir **l'état de la ressource largement inconnue**. Bref, ils avancent en aveugle, tout en espérant une aide de l'état.

Un géologue quelque peu exalté (un bon géologue aurait dit un ami géophysicien), a notamment fait une démonstration sur les fuites grâce à une bouteille d'eau et nous a assuré qu'il n'y avait aucun risque mais qu'évidemment il y aurait **quelques fuites le long des forages**, mais rien de bien dangereux (ouf !), que l'on souhaitait **tirer profit justement des failles existantes** dans le secteur (plusieurs failles très importantes sont à proximité immédiate du forage, dont la plus importante est la faille du transvaal) car elles créaient des sortes de compartiments étanches. Il s'est crû bon d'expliquer l'origine des failles et leurs époques, rassurant sur l'épaisseur

d'argile qui éviterait tout problème. (pour combien de temps, ce n'est pas important en géologie)

> >

Emporté par son élan, ce géologue a cependant dévoilé quelque chose à la toute fin de la réunion, **une véritable bombe** qui aurait pu relancer le débat des heures. En quelques mots je vous en livre le détail :

Les personnes renseignées par les différents rapports de la société pensaient que les sondages d'exploitation seraient en nombre restreint, grâce à la technique du forage incliné : à partir d'une seule plateforme, plusieurs forages se courbent et suivent les veines en profondeur, limitant l'impact en surface. La question a été posée de l'impact sur les maisons du dessus.

Or, d'après ce géologue, **les veines du Pas-de-Calais ne sont pas assez épaisses**, 80 cm au maximum. Il est donc **impossible de les suivre au moyen d'un forage incliné**. On procède donc uniquement avec des forages verticaux... Comme l'exploitation du gaz à partir d'un forage est limitée horizontalement, **il faut, pour avoir un rendement suffisant, multiplier les forages !**

Ce monsieur a ensuite affirmé qu'il s'agissait bien là de l'**exploitation**, et non plus simplement de l'exploration, ce que n'ont pas confirmé les élus qui, semble-t-il, n'avaient pas tout écouté... ou ne voulaient pas relancer le débat. Il n'y aura pas de fracturation (paraît-il !), mais cela ne poserait pas de problème, puisque paraît-il, la géothermie l'utilise déjà et qu'on n'en fait pas des histoires...

(En ce qui concerne ce géologue, il est très distrayant de voir certains scientifiques passionnés tenter d'expliquer la nature par des modèles qu'ils savent simplifiés à l'extrême, réduisant tout l'aspect incontrôlable par une variable dans un calcul de probabilités. Leur délivrable n'est qu'un nombre, un facteur de risques : si le risque est acceptable, on y va. Peu importe que ce nombre signifie morts, maladies, travail dangereux, environnement dévasté pour des générations, ressources anéanties pour un petit profit immédiat de quelques années, alors qu'il a fallu des millions d'années pour les constituer.)

Nous avons également eu la démonstration la plus accablante du **décalage entre les élus et l'électorat**. Si l'animateur se voulait, et se disait respectueux, on le devinait **partisan**. Les élus à la tribune rassuraient sur l'aspect exploratoire, puis l'aspect **nécessité de continuer l'exploitation et le dégazage des galeries**. A la fin de la réunion, ils n'avaient évidemment pas changé d'avis, mais surtout n'avaient rien entendu du nombre qui leur disait : "on ne veut pas de ce projet".

Leur rôle se bornait à surtout **se plier aux volontés de l'état**, à entendre éventuellement les avis des scientifiques et des experts, surtout les plus rassurants.

André Flajolet, du haut de son ego, a asséné deux phrases assassines : **"la région ne peut se passer d'un centre d'études sur la fracturation et l'exploitation des gaz de houille"**. En tant qu'expert, tous les avis qu'il a entendu portant sur l'eau démontrent, je cite, **"l'ignorance"** des opposants. Les collectifs basaient pourtant leur argumentaire sur la synthèse du BRGM et de l'Ineris ([Synthèse sur les gaz de houille : exploitation, risques et impacts environnementaux Octobre 2013](#)) qui **insiste sur le manque de connaissances scientifiques**.

Mais M. Flajolet sait tout, surtout ce qui est le mieux pour nous, on l'a bien compris.

Ainsi, je citerai ce citoyen qui s'est étonné de la **situation proche du château d'eau et du périmètre de protection**, à qui on a rétorqué qu'il ne s'agissait pas des mêmes eaux, pas de la même nappe. On n'a pas parlé d'écoulement, de toutes façons il paraît que la plateforme est absolument, totalement, définitivement étanche et que toute l'eau sera évacuée, analysée et retraitée. **On n'a pas parlé des eaux d'exhaure**, alors que la technique implique un pompage très important en profondeur, et que ces eaux profondes sont très alcalines et très **polluantes** de par nature. A la question du permis de protection de ce périmètre, antérieur, et qui est curieusement passé après celui d'exploration, Mme Danièle Seux, qui se caractérisait jusque-là par sa bonhomie et son **manque de connaissances techniques** sur le sujet, a déclaré qu'un manque de pièces justificatives avait justifié ce délai.

Pour conclure, je dirais qu'un **travail remarquable** est accompli par les collectifs Gaz-houille 62 et Houille-houille-houille. Leur parole est claire et sensée, portée par Christine Poilly, Pierre Rose, et j'en oublie. **Le soutien de la population semble acquis**, laquelle a largement plébiscité par ses applaudissements le projet présenté par Emmanuel Caux, l'investissement dans les énergies renouvelables et les économies d'énergie plutôt que l'exploitation d'énergies fossiles à l'intérêt limité dans le temps et le volume (quelques %). Cependant, **l'adversité est rude, et les miroirs aux alouettes alléchants**. Je citerai le représentant de Gazonor, ingénieur bien formé, et les projets autour du gaz, comme les piles à combustible et l'exploitation de l'hydrogène faisant partie du méthane. Toutes ces **techniques encore expérimentales** sont promises à un bel avenir à moyen terme, mais il s'agit de ne pas servir de terrain d'expérimentation pour la folie industrielle de quelques visionnaires trop bien intentionnés. Notre région en connaît bien les conséquences, la Chine commence à en faire les frais. L'environnement, la santé et surtout le respect de la personne humaine

doivent être les conditions prioritaires à toute nouvelle industrie dans notre région. Serons-nous entendus ?

### **Commentaire n° 3**

J'ai reçu un résumé de la réunion à laquelle je n'ai pas pu assister. La question technique des forages horizontaux depuis le fond du forage vertical qui me paraissait impossible a été écartée par le géologue de Gazonor EGL, cela signifie bien la multiplication des forages. cela nous donne des arguments.

D'autre part si le projet devait se faire il faut envisager une surface importante entre le charbon et le vide des forages. Le gaz extrait est proportionnel à cette surface.

Les captages de gaz de mine de Divion sont en correspondance avec tous les puits de la région et ont produit 30 ans 1978-2007 donnant un débit qui est sans commune mesure avec la consommation nationale comme annoncé.

Et pourtant il faudrait pour obtenir une quantité équivalente extraire les volumes équivalents= volumes des terrils existants et disparus+volume du charbon extrait durant des décennies. Pour les forages ce serait au bas mot 3 fois ce même volume de boue qu'il faudrait fabriquer (puisage d'eau), injecter, extraire et retraiter (où, comment ?). C'est colossal et l'environnement ne peut en sortir indemne. CELA DEVRAIT PARAÎTRE EVIDENT A TOUT ESPRIT SENSE;

Il y a une double page sur le débat de jeudi dans la Voix du Nord d'aujourd'hui, apparemment sur leur site il y a des vidéos des débats.